



Catherine Ashton condamne fermement l'attaque contre Achraf et réclame une enquête

Mme Catherine Ashton, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, a déclaré le 11 mai à la session plénière du Parlement européen à Strasbourg en référence à Achraf :

"Au camp d'Achraf en Irak : Ce qui s'est passé le 8 avril au camp d'Achraf est déplorable et je le condamne de la manière la plus vigoureuse.

Je suis catégorique sur le fait que nous avons besoin d'une réaction forte et unie de l'UE. J'ai écrit au ministre irakien des Affaires étrangères et je lui ai parlé encore hier.

Bien que je ne remette pas en cause la souveraineté de l'Irak sur l'ensemble de son territoire, il a le devoir de protéger les droits fondamentaux des résidents d'Achraf.

J'ai condamné les violences et appelé à une enquête – une enquête qui doit être complète et indépendante et qui doit nous dire exactement ce qui s'est passé. Mais il n'y a pas de solution simple ici – Plusieurs options de solutions à long terme sont à l'étude, avec l'ONU en tête. Ce sont toutes des défis à relever.

Je suis reconnaissante pour les contributions du Parlement européen et je porterai cela devant le Conseil des ministres des Affaires étrangères et j'en discuterai en détail avec le HCR des Nations Unies. Nous avons besoin de poursuivre et de faire en sorte de trouver une ligne correcte de conduite et d'enquête, et notre condamnation est absolue."



Conférence de presse au Parlement européen 11 mai 2011

Le président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak propose un plan pour Achraf

- Les résolutions du Parlement européen réitèrent les droits des résidents d'Achraf et la nécessité d'une solution pacifique et permanente.
- La délégation offre le rapatriement éventuel des résidents vers d'autres pays comme les Etats-Unis, le Canada, les Etats membres de l'UE, la Suisse, la Norvège et l'Australie, comme solution à long terme de cette crise
- L'ONU et les Etats-Unis devront garantir la protection d'Achraf.



L'eurodéputé Struan Stevenson (2e à gauche) et les membres de sa délégation présentant le plan lors d'une conférence de presse à Strasbourg

Solution pacifique et permanente pour le camp d'Achraf en Irak

Proposition de la délégation du Parlement européen pour l'Irak - Mai 2011

Introduction

Le Parlement européen a ratifié deux résolutions sur le camp d'Achraf le 24 avril 2009 et le 25 novembre 2010, reconnaissant les droits des résidents d'Achraf en conformité avec les traités internationaux, y compris la IVe Convention de Genève. En outre, les résolutions du 12 juillet 2007 (paragraphe 7) et du 4 septembre 2008 (paragraphe K et 9), réitérent les droits des résidents d'Achraf et la nécessité d'une solution pacifique et permanente. Après l'adoption des quatre résolutions mentionnées ci-dessus par le Parlement européen, elles ont été transmises aux autorités de l'Irak, Etats-Unis, et l'ONU.

À la suite de ces résolutions, la question d'Achraf a été mise à l'ordre du jour de la délégation officielle du Parlement européen lors de sa visite en Irak des 26 au 29 avril. Le gouvernement irakien a refusé d'autoriser la délégation à visiter Achraf.

L'ultimatum donné aux résidents pour quitter le Camp Achraf d'ici la fin de 2011, s'il n'est pas complété avec de bonnes intentions et des conditions garanties par l'UE, les États-Unis et l'ONU, non seulement il va éliminer une solution pacifique permanente à cette crise, mais pourrait aussi préparer le terrain à un nouveau massacre.

Pré-condition à toute négociation

Afin de commencer les négociations sur une solution à long terme, les conditions suivantes doivent être remplies:

1 - Retrait des forces irakiennes du périmètre d'Achraf.

2 - Fin du siège d'Achraf (y compris la levée de l'interdiction d'entrée aux journalistes, aux groupes parlementaires, aux avocats et aux parents des résidents).

3 - L'accès immédiat des résidents, en particulier ceux qui sont blessés, aux services médicaux des hôpitaux publics et cliniques privées en Irak à leurs propres frais.

4 - Lancement d'une enquête indépendante par un panel de juristes sur l'incident du 8 avril 2011

Pour mettre en œuvre la solution complète, un comité de coordination et de suivi sera mis en place, qui devra comprendre la baronne Ashton, les États-Unis, l'ONU, le Parlement européen, le gouvernement irakien, l'OMPI et le CNRI.



Struan Stevenson, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak

au cours de laquelle 35 habitants ont été tués et des centaines blessés.

5 - Restitution de tous les biens confisqués le 8 avril aux résidents d'Achraf.

Solution

1 - Tout en reconnaissant les droits des résidents d'Achraf en conformité avec les lois et conventions internationales, la délégation offre le rapatriement éventuel des résidents vers d'autres pays comme les États-Unis, le Canada, les États membres de l'UE, la Suisse, la Norvège et l'Australie, comme solution à long terme de cette crise.

2 - Cette solution devrait inclure tous les habitants sans exception de manière globale.

3 - La question de la propriété et les biens des résidents d'Achraf et les Moudjahidine du peuple d'Irak en Irak sera déterminée lors de la négociation. En cas de fermeture d'Achraf, il faudra atteindre un règlement en matière de rémunération payable aux résidents d'Achraf.

4 - Sera considérée comme période de transition, depuis le jour de l'ouverture des négociations pour une solution complète jusqu'au transfert de tous les résidents vers des pays tiers et la fermeture d'Achraf. A ce stade, les questions suivantes doivent être observées strictement de manière à ce que la solution ne rencontre pas d'échec:

5 -

a. Un engagement des autorités irakiennes pour mettre fin à toute

provocation judiciaire et aux restrictions contre Achraf, et le respect des droits des résidents en conformité avec le droit international humanitaire.

b. L'ONU et les États-Unis devront garantir la protection d'Achraf.

c. Les deux parties devront s'abstenir totalement de toute propagande, d'insultes et d'allégations portées les uns contre les autres pendant la période de transition.

6 - Pour mettre en œuvre la solution complète, un comité de coordination et de suivi sera mis en place, qui devra comprendre des représentants comme la baronne Ashton, les États-Unis, l'ONU, le Parlement européen, le gouvernement irakien, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Irak (représentant des résidents d'Achraf) et le Conseil national de la Résistance iranienne.

7 - À cet égard, la délégation demande instamment aux États-Unis, à l'UE, à l'ONU, au gouvernement et au Parlement irakien, à la Ligue arabe, aux résidents d'Achraf, aux Moudjahidine du peuple d'Irak et au Conseil national de la Résistance d'Irak de soutenir cette solution et de fournir les installations nécessaires à cet effet.

Struan Stevenson, eurodéputé

Président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Irak

Débat au Parlement européen sur Achraf

Des eurodéputés interpellent la chef de la diplomatie européenne

Au lendemain de la conférence de presse de la délégation du PE pour les relations avec l'Irak, au cours de laquelle son président Struan Stevenson avait présenté un plan de sortie de crise pour Achraf, la séance plénière a été l'occasion d'aborder le sujet pour demander à la Baronne Ashton, chef de la diplomatie européenne, d'agir :

L'eurodéputé **Jacek Saryusz-Wolski** qui dirige la délégation des relations avec l'OTAN est intervenu en ces termes : Des atrocités sont commises au camp d'Achraf, qui ont été manifestement condamnées et cela me préoccupe profondément. Ma question est la suivante : Quels instruments utilisons-nous au-delà des mots? (...) Il nous faut utiliser de véritables instruments sévères pour changer les choses en Libye, en Syrie et à Achraf.

L'eurodéputé espagnol **Jose Ignacio Salafranca** est également intervenu : A propos du camp d'Achraf, je comprends à présent l'importance de cette question et de celle de l'Iran. Mais malgré tous vos efforts et malgré le fait que je vous aie envoyé un projet de déclaration, on ne vous a pas entendu. Vous n'avez pas pris la parole avant qu'il y ait 32 morts et des centaines de blessés. Une action s'impose. Nous devons être cohérents, particulièrement quand cela concerne la défense des droits de l'homme et particulièrement quand des vies sont en danger.

Le vice président du Parlement européen **Alejo Vidal-Quadras** a pris la parole : Le 29 juillet 2009 les troupes irakiennes sont entrées à Achraf et y ont tué 11 résidents par balles. Le 8 avril, elles ont répété cette attaque et il y a eu 35 victimes, des gens tués



Alejo Vidal Quadras

par balles ou écrasés par des blindés. Baronne Ashton, vous aviez été prévenue par les eurodéputés que ce massacre allait avoir lieu. C'est pourquoi nous demandons votre intervention à ce propos. Vous avez ignoré nos mises en garde pendant des mois et vous n'avez commencé à bouger que lorsque que le pire est arrivé.

Mieux vaut tard que jamais, mais la prochaine

agression pourrait être un bain de sang dans d'énormes proportions si vous n'essayez pas de faire quelque chose pour cette crise humanitaire et si vous ne la placez pas en haut de vos priorités. Nous vous demandons de réagir fermement et immédiatement. 3400 hommes et femmes, sans défense, encerclés par de chars, tournent leurs regards vers nous.



José Ignacio Salafranca

Le régime des mollahs s'oppose au transfert des Achrafiens dans des pays tiers

Bien que le régime des mollahs, parrain du gouvernement irakien et détenteur de la souveraineté de ce pays, appelle Maliki à expulser l'OMPI d'Irak, il dénonce aussi avec véhémence le transfert de l'OMPI vers des pays tiers comme « un soutien des pays occidentaux à des groupes terroristes ».

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Téhéran a déclaré à cet égard : « Nous demandons aux Américains de respecter leur engagement (contre le terrorisme) » et « nous condamnons vivement les pays occidentaux qui soutiennent les activités terroristes de diverses manières et font de leur pays un havre de sécurité pour leur présence et leurs activités ». Au même moment, il a salué la « ferme décision et détermination » de Maliki d'expulser l'OMPI d'Irak. (Télévision officielle, 10 mai)

Danaïfar, l'ambassadeur des mollahs à Bagdad et agent connu de la force terroriste Qods, a déclaré au nom du gouvernement irakien, que si l'OMPI ne quitte pas l'Irak avant la fin de l'année, « le gouvernement irakien fera appliquer sa souveraineté de

toutes les manières et méthodes possibles. » Ce double jeu montre clairement que le régime ne cherche que l'extermination de toute l'OMPI et l'annihilation de l'alternative démocratique, considérant qu'il s'agit d'une condition préalable à sa survie.

Ahmadinejad a spécifié le 9 mai à Istanbul que « le groupe terroriste bénéficie du soutien total du gouvernement américain et de ses alliés européens. »

Parfaitement conscient du sort commun qui lie les régimes des mollahs, de Kadhafi et de Bachar Al-Assad, Ahmadinejad a ajouté : « On s'inquiète de ce que le soutien occidental aux opposants en Syrie puissent étendre les tensions et des troubles jusqu'en Europe. La situation en Libye est aussi devenue compliquée à cause de l'implication de certains pays dans une guerre avec le gouvernement. Il ne fait aucun doute que si l'OTAN recherchait l'entente et le dialogue avec le peuple et le gouvernement de (Kadhafi) au lieu d'une intervention étrangère, la situation se serait améliorée. »

Les mollahs qui se sont emparés de la souveraineté irakienne, cherchent à détruire leur alternative démocratique

L'ambassadeur des mollahs en Irak : nous sommes derrière les actes opposés à Achraf

Dans une interview avec des sites du ministère du Renseignement des mollahs, Danaïfar, l'ambassadeur en Irak, a fait tomber tous les masques et révélé le rôle du régime dans la diabolisation d'Achraf.

Ces sites avancent qu'« en plus de ses responsabilités en Irak et le développement des relations entre les deux pays, Danaïfar surveille de près les derniers événements du camp du Nouvel Irak (camp d'Achraf). »

« Beaucoup de groupes sont en relations avec nous, déclare Danaïfar. Certains connaissent l'OMPI et beaucoup ne la connaissent pas bien. Nous nous sommes efforcés de la faire connaître à ceux qui ne la connaissent pas bien avec la publication de livres et de dossiers sur l'ampleur des crimes de l'OMPI. »

D'autre part, nous avons soutenu des groupes iraniens pour que s'ils en ont la possibilité et veulent en faire l'effort, ils puissent réaliser [leurs projets]. S'ils ont une exposition ou quelque chose comme ça, nous leur avons préparé le terrain pour qu'ils puissent la faire. C'est comme ça que plusieurs expositions ont été organisées en Irak par des groupes iraniens et irakiens ensemble. Nous aussi, nous les avons soutenus dans la mesure de nos capacités. »

(Site Mossalasse et Habilian du ministère du Renseignement des mollahs, 9 mai)



Des prisonnières politiques dans le camp de la mort de Qartchak-Varamine



Chabnam Madadzadeh, 25 ans, (g) et Kobra Amirkhizi, 56 ans, (d) ont été transférées dans un camp de la mort, pour l'unique délit de filiation, ayant des parents à Achraf.

Appel international à sauver 42 blessés graves d'Achraf

Plus d'un mois après l'attaque meurtrière des forces irakiennes contre les habitants dans la défense d'Achraf le 8 avril 2011 qui a fait 35 martyrs et 345 blessés, 42 blessés graves n'ont toujours pas reçu de soins appropriés.

Huit d'entre eux qui souffrent de fractures ou d'os écrasés, de blessures importantes et profondes à la poitrine et aux poumons nécessitant des interventions chirurgicales, sont en tête de priorité. Quatre de ces huit blessés sont actuellement hospitalisés à Bagdad mais il n'y a aucun espoir qu'ils reçoivent des soins sérieux.

Treize autres personnes, en raison de problèmes de vision dus à des contusions cérébrales, des blessures par balles à la tête, des nerfs endommagés, des fractures des membres, des blessures aux poignets ou aux chevilles, ont besoin de consulter des spécialistes et d'interventions chirurgicales.

21 autres blessés qui auparavant en raison de blessures par balles à l'abdomen, à l'épaule, à l'omoplate ou qui ont été amputés d'un membre et qui suivaient un traitement relatif, ont besoin d'un suivi et d'un traitement complémentaire en raison de la gravité de leurs blessures et d'autres points du corps touchés.

Le mois passé, sur un total de 345 blessés, malgré les demandes répétées, seuls 93 (près de 27%) ont pu se rendre dans les hôpitaux publics de Baqouba et de Bagdad, d'où ils ont été renvoyés à Achraf après des soins incomplets. De telle manière que les forces américaines, après examen, en ont pris en charge 7 dans leur hôpital militaire près d'Achraf.

Lors de l'attaque du 8 avril, sur ordre de Maliki, 22 Achrafiens sans défense ont été écrasés par des véhicules Humvee et Hummer et quatre d'entre eux ont été tués sous les roues des blindés.

Malgré les recommandations du secrétaire américain à la Défense sur l'assistance médicale aux blessés d'Achraf (site du Pentagone du 8 avril), l'armée américaine n'a pris aucune nouvelle mesure sérieuse depuis un mois pour les soigner.

Alors qu'Achraf est depuis deux ans et demi sous blocus, en particulier un blocus médical, les autres blessés n'ont bénéficié que de moyens très élémentaires à la disposition des médecins d'Achraf. Or les blessés par balles et par éclats de grenade doivent changer de pansements tous les jours et doivent prendre des antibiotiques pour prévenir les infections. L'entrée de médicaments et des fournitures médicales est interdite à Achraf et les médicaments achetés par les Achrafiens pour des dizaines de milliers de dollars, ont été confisqués en grande partie par Omar Khaled, directeur du centre de torture baptisé « Hôpital du Nouvel Irak ».

La Résistance iranienne appelle l'ensemble des organisations et des instances internationales, en particulier le gouvernement américain qui s'est engagé sur la protection et le traitement humain des Achrafiens, à prendre des mesures urgentes pour soigner les 42 blessés graves et annuler les restrictions médicales. Les malades doivent bénéficier de l'accès libre à tous les soins médicaux.

L'entrée des médicaments et des fournitures médicales est interdite à Achraf et les médicaments achetés par les Achrafiens pour des dizaines de milliers de dollars, ont été confisqués en grande partie.

Mme Sarvnaz Chitsaz, présidente de la commission des Femmes du CNRI, a lancé une mise en garde sur le sort de prisonnières qui viennent d'être transférées au camp de la mort de Qartchak. Elle appelle le Secrétaire général de l'ONU, le Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU à une intervention immédiate pour sauver la vie des prisonniers politiques, notamment celle des femmes.

La semaine dernière, des détenues politiques ont été transférées des prisons de Gohardacht et d'Evine au camp de la mort de Qartchak dans la région de Varamine, utilisé pour les prisonniers dangereux.

Plusieurs de ces femmes sont des parentes de martyrs de l'attaque du 8 avril contre le camp d'Achraf ou des proches d'autres Achrafiens. Parmi ces prisonnières figurent :

- **Chabnam Madadzadeh**, 25 ans, étudiante, condamnée à cinq ans de prison pour ses liens familiaux avec des membres de l'OMPI à Achraf. Sa sœur Mahdieh et son frère Ali-Akbar, ont été tués dans le massacre du 8 avril.

- **Maryam Hadjiloui**, 32 ans, dont le frère Massoud a été tué dans le massacre du 8 avril.

- **Maryam Akbarzadeh**, 32 ans, mère de trois enfants, arrêtée lors du soulèvement populaire en Iran et condamnée à 15 ans de prison. Quatre membres de sa famille sont à Achraf. Quatre de ses frères ont été exécutés dans les années 80 pour leur soutien à l'OMPI.

- **Kobra Amirkhizi**, 56 ans, a perdu un œil sous la torture et souffre d'insuffisance cardiaque aiguë. Cinq membres de sa famille, dont deux de ses enfants se trouvent à Achraf.

- **Motaharreh Bahrami**, 61 ans, parente d'Ahmad et Mohsen Danechvar, deux membres de l'OMPI qui résident à Achraf. Son époux et son fils ont été condamnés à mort pour « Moharebeh » (guerre contre Dieu).

Les conditions de détention au camp de la mort de Qartchak, surnommé « Kahrizak 2 », sont de tout point de vue affreusement pires qu'à Evine et Gohardacht. Ces prisonnières ont été transférées dans plusieurs bâtiments préfabriqués extrêmement sales, infectes, étrangers à toute forme d'hygiène. Les prisonnières y sont sous une pression extrême constante en raison du manque d'eau et des conditions générales sanitaires et médicales épouvantables. La nourriture se limite à un morceau de pain et un peu de fromage. L'utilisation des toilettes n'est autorisée qu'une seule fois par jour. Les autorités répondent à toute protestation par des insultes et des coups de matraque.